

« La mesure d'audience corrompt les médias »

Lawrence Lessig, professeur à l'université Harvard, est l'un des principaux penseurs d'Internet

ENTRETIEN

Lawrence Lessig est un des principaux penseurs d'Internet. Le premier livre de ce professeur de droit à Harvard, *Code*, anticipait en 2000 les lignes de tensions et les grandes évolutions d'Internet. Il se bat maintenant depuis plusieurs années pour rendre le système politique américain plus représentatif. De passage à Paris pour la présentation de *Meeting Snowden*, un documentaire qui le montre discuter de l'avenir de la démocratie avec la députée pirate islandaise Birgitta Jónsdóttir et le lanceur d'alerte Edward Snowden, Lawrence Lessig a répondu vendredi 21 avril aux questions du *Monde*.

Comme beaucoup, vous pensiez qu'Internet serait bénéfique à la démocratie, mais vous êtes devenu très sceptique. Pourquoi ?

L'une des grandes forces d'Internet, c'est qu'il permet aux gens de se connecter directement. L'une des grandes faiblesses d'Internet, c'est qu'il permet aux gens de se connecter directement (*rives*). Avec Internet, nous avons découvert l'incroyable pouvoir que détiennent les rédacteurs en chef, pas les censeurs ou les filtres mais les personnes qui ont le pouvoir de décider si ce que vous dites est vrai, si c'est prouvable, s'il y a des faits derrière ce que vous affirmez. Cela permet de s'assurer qu'une publication a un certain lien avec la réalité, mais si vous supprimez ces rédacteurs en chef, il n'y a plus de connexion avec les faits.

Vous faites référence au problème des « fake news », mais il est important de préserver

l'accès à l'information et à la libre expression. Comment pouvoir concilier les deux ?

On ne réglera pas ce problème en

éteignant Internet ou en empêchant les gens d'accéder à l'information. Ce que Facebook est en train de développer – un système très sophistiqué afin d'identifier et d'isoler les *fake news* –, c'est effrayant. L'idée qu'une entité privée puisse se livrer à ce genre de censure est inquiétante. Je pense qu'on va voir se développer une sorte de « rédaction en chef portable ». De la même façon que tout ce qui vous parvient sur votre ordinateur passe à travers un antivirus, il faut que vous ayez un moyen de voir ce qui a été vérifié ou non. Ce genre d'outils va forcément se développer, même si, bien sûr, ils ne seront pas parfaits.

Le fait que des plates-formes comme Facebook ou Google hébergent des pans entiers du débat politique fait-il partie du problème ?

Je pense vraiment que des plates-formes comme Facebook tentent de maintenir un certain niveau de neutralité, même si, aux États-Unis, les conservateurs ne partagent pas cette analyse. Il est possible que sur ces grandes plates-formes numériques, il y ait naturellement une incitation économique à préserver une certaine neutralité qui n'existe pas, par exemple, dans le paysage de la télévision.

Le problème n'est-il pas en fait que ces plates-formes incitent leurs utilisateurs à partager, à réagir, et favorisent donc les contenus polémiques ?

C'est certainement vrai. Si vous regardez l'histoire des médias, nous avons appris que la mesure

d'audience corrompt les médias dont l'audience est mesurée. Dans les années 1950 et 1960, les chaînes de télévision consacraient à l'information le temps qu'elles jugeaient nécessaire à l'information du public. Et puis le

classement Nielsen est apparu, et les chaînes ont commencé à calculer les coûts et bénéfices des journaux. Je ne parle pas uniquement de coût au sens de ce qu'il faut dépenser pour faire de l'information, mais aussi au fait que lorsque les gens zappent, vous perdez de l'argent. Dès que vous mesurez l'audience, cela a un impact sur ce que vous produisez. Nous l'avons vu avec l'essor gigantesque des contenus « appeaux à clics » sur Internet. L'une des conséquences, c'est que ces contenus font appel à l'émotion plutôt qu'à la raison.

Il faut réfléchir à la manière dont on peut conjuguer le projet démocratique avec des sources d'information fiables. Par exem-

« Le système sophistiqué développé par Facebook pour identifier et isoler les « fake news » est effrayant »

ple, la semaine prochaine, je me rends en Mongolie, où une loi récente oblige le gouvernement à sélectionner 500 personnes, qui sont réunies durant un week-end. On leur présente un problème constitutionnel, on leur donne toutes les informations à ce sujet, elles en débattent, délibèrent, et ensuite elles produisent une résolution proposée au Parlement. Il faut trouver une représentation politique dans laquelle le peuple a eu le temps et l'opportunité de comprendre de quoi l'on débat.

En France, il y a eu des expériences autour d'un système de vote par classement, où l'on liste les candidats dans l'ordre

de préférence...

Il faut multiplier ce type d'expériences afin qu'elles produisent des résultats représentatifs. Mais essaye-t-on d'arriver à de la démocratie directe ou à un système représentatif ? Je suis sceptique vis-à-vis de la démocratie directe. Certains croient qu'on peut se brancher sur Internet et voter pour tout, mais la plupart des gens ne maîtrisent pas les sujets. Ils pourraient, mais ils ont un métier, un passe-temps, une famille... C'est pourquoi nous faisons appel à des élus : c'est à eux de gérer cela.

De quoi pensez-vous que le discours anti-élites, qui a été très fort au cours de l'élection française, est le symptôme ?

Dans la plupart des grandes démocraties, les gens pensent qu'il y a une élite et le peuple, et que les

gouvernements travaillent pour l'élite et pas pour le peuple. Aux États-Unis c'est le symptôme d'une démocratie non représentative. Les chercheurs Martin Gilens et Benjamin Page ont réalisé un travail fantastique sur les décisions prises par les différents gouvernements au cours de l'histoire aux États-Unis. Leur principale découverte est que plus l'élite économique et les groupes d'intérêts soutenaient une idée, plus elle avait de chances d'être adoptée. Mais pour l'électeur moyen, le pourcentage de la population qui soutient une idée ne change rien aux chances que cette idée puisse devenir une loi ! C'est l'illustration du problème des gouvernements qui ne répondent pas aux aspirations du peuple. Les données prouvent que c'est une réalité. C'est le principal problème de la démocratie actuellement : elle n'est pas représentative. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
MARTIN UNTERSINGER